

denrées alimentaires que nous avons en abondance. Je sais que c'est difficile, étant donné surtout la crise du dollar qui sévit dans ces pays. A mon avis, les gens de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont donné l'exemple non seulement au Gouvernement, mais encore à nos voisins d'outre-frontière, lorsqu'ils ont fait cadeau à la population du Royaume-Uni d'un million de caisses de pommes. On a souvent préconisé le recours aux échanges compensés. Depuis un ou deux ans, on a réussi à échanger de petites quantités de fruits et de légumes. Je voudrais voir effectuer de ces échanges compensés avec les pays européens qui, autrement, ne pourraient pas acheter nos fruits. De cette façon, nous nous ferions une clientèle et, en même temps, nous conserverions ces marchés jusqu'à la normalisation du commerce mondial. Nous pouvons, selon moi, nous enorgueillir du cadeau de fruits que nous avons déjà fait au monde. Nous pouvons marcher la tête haute, comme des gens qui ont accompli leur devoir de chrétiens envers leur prochain.

D'autre part, le ministre disait cet après-midi qu'il ne voudrait pas qu'on jette nos excédents alimentaires au fond de la mer ou du lac. Ce mot "lac" m'a rappelé notre propre lac dans lequel on a déjà, au cours des années passées, englouti certaines de ces denrées, notamment des fruits tendres et des pommes. Notre problème est grave. Je voudrais consigner au compte rendu une description de la croissance de l'industrie depuis quelques années. L'an dernier, notre production de pommes a dépassé huit millions de caisses, notre récolte de cerises a été la plus forte jamais enregistrée et on a vendu 520,109 caisses de cerises nature; nous avons eu 603,339 corbeilles d'abricots, deux millions de caisses de pêche, beaucoup plus de prunes qu'en 1948, 1,023,000 corbeilles de pruneaux, plus 640 tonnes de cerises "SO2" expédiées aux conserveries. Je ne parle pas des raisins, des poires etc., mais voilà le problème. L'an dernier, nous en avons en abondance et, par dessus le marché, l'Ontario, le Québec et les provinces Maritimes ont connu une de leurs récoltes les plus considérables, une récolte d'excellente qualité, ce qui a rendu la concurrence assez vive.

Nous avons cherché partout des marchés. Nous avons des émissaires dans le monde entier. J'aimerais vous donner lecture d'un rapport présenté à Penticton au début de cette année par M. J. B. Landier, directeur des ventes de la *B.C. Tree Fruits Limited*; je signale la chose pour que le Gouvernement sache que nous de la vallée n'avons rien négligé pour trouver des marchés:

On a expédié 568,245 boîtes de pommes à des marchés étrangers en 1948, soit à neuf pays, dont le plus important, du point de vue du volume, est le Brésil.

Au moment où je vous parle cet après-midi, nous ne vendons presque plus à l'étranger, surtout parce que les États-Unis subventionnent les pommes exportées de ce pays jusqu'à concurrence de \$1.25 la boîte. Le ministère de l'Agriculture des États-Unis, à Washington, a mis cette subvention en vigueur le 12 octobre 1949. Cette mesure a immédiatement arrêté nos exportations à l'étranger. Nous avons obtenu, de marchés transpacifiques, des commandes de pommes représentant 20 chargements de wagons, mais à la nouvelle de cette subvention, on les a immédiatement annulés. Dans les pays où cette mesure ne s'applique pas,—et elle n'exclut que quelques pays comme le Venezuela et Cuba,—les règlements concernant le contrôle du change ne prévoient pas l'importation de fruits frais de la zone du dollar. C'est pour cette raison que nous n'avons pu avoir accès au marché sud-africain. Des pourparlers assez prolongés, en vue de l'échange de pommes pour du beurre de cacao du Brésil, échouèrent lorsque les autorités brésiliennes en matière de change refusèrent d'autoriser certains détails acceptables aux fournisseurs dans chaque pays. Il aurait fallu nous engager à vendre, au Canada, une forte quantité de beurre de cacao qui aurait été entreposé à New-York, et nous avons constaté, après une enquête minutieuse, que le beurre de cacao du Brésil n'était pas en grande demande chez les fabricants de chocolat et de biscuits au Canada.

Une enquête mondiale faite par le service des commissaires du commerce du Canada, au cours des dernières semaines, n'a révélé aucune perspective encourageante. Nos ventes de pommes à neuf pays distincts atteignaient le total de 110,000 boîtes le 11 janvier, et de cette quantité c'est le Brésil qui en a reçu la plus forte partie. Nous avons expédié 444,500 boîtes de pommes au Royaume-Uni. Nous aurions peut-être pu inclure ce chiffre dans les ventes à l'étranger, mais c'était un marché d'une catégorie bien différente, vu qu'il s'agit d'un accord conclu entre la Mission britannique des vivres, d'une part, et le gouvernement canadien et nous-mêmes, d'autre part.

Je pourrais continuer de vous parler de la lutte qu'ils ont dû livrer pour s'emparer d'une partie du marché des États-Unis. Mais ils ont conclu un accord merveilleux, qui leur permet d'expédier une grande quantité de pommes aux États-Unis. Je signale simplement qu'ils se sont vraiment efforcés de vendre nos fruits sans ennuyer le Gouvernement. Cette année, nous avons fait plus de publicité que d'habitude dans presque tous les journaux réputés du pays. Les tarifs-marchandises nous empêchent encore d'atteindre les débouchés du Québec et de l'Ontario. Malgré tout, nos excellents produits, grâce à leur emballage agréable, sont parvenus même à Ottawa, Montréal et Toronto. Je constate que, l'an dernier, notre nouvelle province de Terre-Neuve en a acheté 27,900 boîtes.

Je pourrais expliquer longuement l'organisation de l'Office des fruits de vergers, mais je sais que plusieurs députés se rendent parfaitement compte que c'est peut-être le groupe industriel le mieux organisé dans tout le